

## La Nuit Debout, dommage collatéral de l'université française?



La Nuit Debout nourrit beaucoup de fantasmes directement hérités du romantisme révolutionnaire cher à de nombreux journalistes. La presse subventionnée regorge de ces soixante-huitards attardés qui retrouvent, place de la République, le lointain souvenir de leurs années barricades. Peut-être même rêvent-ils d'y retrouver leurs années partouzes, leurs années festives, leurs années hippies.

Avec Éric  
Verhaeghe

En lisant l'intéressant article de la sociologue du CNRS Monique Dagnaud paru sur Slate, il n'est pourtant pas inutile de regarder, au-delà du stéréotype romantique (assez faux au demeurant, mais je ne reviendrai pas aujourd'hui sur ce point), les racines sociales du mouvement que j'ai déjà suggérées. Les étudiants français présentent en effet des caractéristiques originales qui expliquent probablement en partie les bizarreries de la contestation en France par rapport à ses homologues ou cousines étrangères.

### Les étudiants français ou la génération déçue

Monique Dagnaud souligne à juste titre le paradoxe français en matière d'accès à l'université. D'un côté, la France est la championne de l'OCDE en matière d'ascension éducative:

*40% des 25-34 ans ont atteint un niveau de formation plus élevé que leur parents – pour les deux tiers en passant par l'université– contre 32% en moyenne dans l'OCDE; 50 % ont un niveau de formation identique à celui le plus élevé atteint par leur parent, contre 52% en moyenne OCDE; et 10% seulement n'ont pas pu égaler le niveau de formation de leur parents, contre 16% en moyenne OCDE.*

D'un autre côté, le taux de chômage parmi ces jeunes diplômés est le plus élevé de la banane bleue:

*En 2014, le taux de chômage des 25-34 ans diplômés du supérieur est de 7%, soit à peu près celui de l'année 2000. Il est de 3,4% en Allemagne, de 2,9% en Grande-Bretagne et de 3,9% aux États-Unis: en France, ce plein emploi post-université est uniquement atteint par les recrues des grandes écoles.*

Il existe donc un effet ciseau entre l'espérance de l'ascension sociale procurée par l'accès au diplôme d'une part, et la déception économique induite par les conditions d'insertion sur le marché du travail de l'autre. Ce phénomène se vérifie tout particulièrement pour les détenteurs d'une licence dont le taux de chômage est de près de 15% trois ans après l'obtention du diplôme, soit un taux équivalent au baccalauréat.

---

## L'université et le déclassement social

On ne peut évidemment comprendre la contestation étudiante en France, qui est au coeur de la Nuit Debout, sans avoir à l'esprit le poids du plafond de verre qui bloque la promotion sociale et dont la réaction nobiliaire constitue l'autre versant. Plus que jamais, l'accès à l'élite et aux postes de décision s'est crispé autour des anciens élèves des grandes écoles, dont la fonction de reproduction sociale est farouchement préservée. L'accès à un diplôme universitaire ne permet ni de rebattre les cartes efficacement, ni d'améliorer de façon décisive le niveau de vie par rapport à celui de ses parents, ni de préserver du chômage.

L'université est au coeur du déclassement social qui crée le malaise de notre jeunesse. De ce point de vue, les analogies entre mai 68 et la Nuit Debout sont biaisées. Mai 68 était un mouvement de jouisseurs optimistes. La Nuit Debout est un mouvement de frustrés angoissés par l'avenir. La Nuit Debout ne veut pas changer la société pour échapper à ses contraintes, elle veut la changer pour pouvoir s'y insérer.

D'une certaine façon, la Nuit Debout constitue l'avatar d'une société décevante où l'amélioration moyen du niveau d'études ne délivre pas les promesses dont elle était porteuse. Le sentiment qu'il faut désormais être titulaire d'un "bac + 5" pour occuper un emploi subalterne est au coeur de la contestation.

## Réformer l'université pour renouer les liens avec la jeunesse

Dans ses discours électoraux, François Hollande avait mis l'amélioration du sort de la jeunesse en tête de ses préoccupations. Quatre ans plus tard, son bilan parle de lui-même. Son erreur a d'abord consisté à imaginer qu'il pouvait faire abstraction d'une réforme en profondeur de l'université, entamée par Sarkozy avec la loi sur l'autonomie, mais demeurée largement inachevée.

Le sujet essentiel de l'université tient à la professionnalisation intelligente qui y devient cruellement indispensable. L'université française souffre en effet de deux maux majeurs qui constitueront autant de handicaps de moins en moins surmontables dans les années à venir.

Le premier mal s'appelle l'absence de sélection. Il conduit les universités à consacrer des moyens importants à des filières sans avenir où les étudiants s'entassent dans des amphithéâtres lépreux en attendant l'attrition naturelle, puis l'obtention d'un diplôme inutile. Alors que la France manque cruellement de scientifiques, de mathématiciens, de linguistes, les unités de psychologie sont bondées.

Le deuxième mal s'appelle l'incurie des universités en matière d'insertion professionnelle. Alors que la loi Pécresse leur avait confié cette mission, les universitaires s'estiment toujours aussi étrangers à la question de l'insertion de leurs étudiants sur le marché du travail, et les préparent toujours aussi peu à la vie en entreprise. D'où la réticence des employeurs à intégrer en toute confiance de jeunes diplômés qui sont autant d'extra-terrestres étrangers aux logiques de rentabilité et de productivité.

## Comment réformer l'université?

Ces constats ne sont malheureusement pas nouveaux. Ils présidaient déjà à la loi Devaquet en 1986, qui fut tuée dans l'oeuf par la mort du jeune Malik Oussekiné lors d'une manifestation. Trente ans plus tard, la situation s'est dégradée, et ces trois décennies sont autant de temps perdu dans le sursaut français.

Une question est évidemment incontournable ici: l'université, dans son format actuel, est-elle capable de se réformer? Je me souviens ici d'un pédocrate qui m'expliquait qu'une bonne réforme ne pouvait se faire en moins de dix ou quinze ans, sans quoi elle suscitait trop d'oppositions. Dans un système ultra-administré aux proportions gigantesques, l'effet taille des structures interdit probablement de faire mieux.

Tout notre sujet est de savoir si nous avons encore le temps de passer dix ans pour faire la moindre réformette. Peut-être sont-ce les structures et les tailles qu'il faut changer.